

Jean-François Di Meglio*

***ENTRE HOMMES NOUVEAUX ET
NOUVELLE SOCIÉTÉ,***

***le défi des corps sociaux chinois, sur fond d'évolutions et des
contraintes de la société chinoise***

Si différente, si mouvante, si insaisissable, à supposer même qu'elle puisse être capturée dans un tel raccourci, « la société chinoise » est un défi à notre connaissance, un défi aussi à ceux-là mêmes qui cherchent à la construire, ou à la reconstruire.

Au-delà de la contradiction dans les termes que suggérerait le titre de cette réflexion, - évolutions et contraintes -, la « société chinoise » est un signe de contradiction à elle toute seule : une société qui, au départ moins corps social *sui generis* que construction par le haut (*top down*), c'est-à-dire utopie sociale rêvée par des dirigeants sincères assurément mais parfois dépassés par leur propre construction, s'émancipe, s'invente et réinvente en partie le monde dans lequel nous aurons à vivre.

Car c'est bien de ces évolutions récentes, aboutissement d'un siècle de bouleversements que l'on rappellera ici, que naissent les contraintes. Et c'est bien dans la résolution (ou de son absence) de la tension extrême entre les évolutions inévitables et les contraintes que se jouera la future forme de la Chine et donc, d'une certaine façon, la place qu'elle jouera dans les échanges avec le reste du monde, une fois sa place (re)prise dans le concert global.

Les évolutions et les contraintes de la société chinoise mériteraient, pour être décrites et recensées, un traitement encyclopédique qui n'est pas de mise ici. Les questions sous-jacentes qu'un tel sujet pose sont encore en voie d'élaboration : il s'agit naturellement, sans parler du régime politique, de la reconnaissance des droits de la personne, de ce que l'on pourrait appeler tout simplement du « contrat social » original qui désormais s'installe dans le pays qui, au monde, a dû subir des mutations qui sont

* Jean-François Di Meglio, ancien élève de l'École Normale supérieure et de l'Université de Pékin, est Président d'Asiacentre, centre de recherche sur l'Asie contemporaine.

parmi les plus grandes et les plus violentes du XX^e siècle. Ce n'est donc que par touches successives que nous tâcherons de l'évoquer : les évolutions liées à la démographie, les évolutions qui découlent des choix politiques, les évolutions qui ont « percolé » en Chine de l'extérieur. En face de ces évolutions, les contraintes à surmonter sont les défis décisifs : ce sont les défis de la conscience de soi, et de la place de la Chine dans le monde, le défi et la contrainte environnementale, la contrainte d'avoir à remplacer des slogans politiques par un retour du sens profond de la croissance, et pour finir, la contrainte que représente la gestion de masses critiques qui ont forcément besoin de temps long, quand l'urgence pointe partout.

Il n'est pas fortuit que l'un des slogans politiques des dernières années ait été formulé comme « la société harmonieuse » : c'est le rappel du désir un peu paradoxal du régime politique de « construire » la société plutôt que de laisser émerger un corps social, désir qui mine un peu la possibilité d'émergence d'un tel corps social. C'est aussi la marque du souci d'harmonie, dont l'absence pourrait être si menaçante pour l'avenir et la cohésion du pays. Mais nous essaierons aussi de voir qu'au-delà de ce désir paradoxal, de ce souci obsédant, l'invention d'un modèle reste possible, la seule question étant « le temps qui reste ». Le remplacement progressif de slogans sinon collectivistes, en tout cas dirigistes par des formules instillées progressivement et sous-entendant le « droit au bonheur », comme on les voit apparaître en ce début de 2011, signale indéniablement les préoccupations officielles d'une évolution « en douceur » vers un modèle différent.

1/ L'évolution démographique : « où sont les oncles et tantes ? »

La Chine que nous connaissons dans vingt ans sera une sorte de miroir inversé des caricatures de la deuxième moitié du XX^e siècle : ce sera une Chine vieillie, qui ne sera probablement plus le pays le plus peuplé du monde, un pays issu d'enfants majoritairement uniques ou, en tout cas, dans lequel la réplique du contrôle démographique sur plusieurs générations aura profondément altéré les relations humaines.

La société issue des trente dernières années de politique plus ou moins rigoureusement (et parfois assez violemment) vécue ou imposée, c'est celle du « 4-2-1 », c'est-à-dire une société en « pyramide inversée » : les générations se suivent de famille nucléaire en famille nucléaire, de façon à obtenir le schéma où quatre grands parents tournent, de même que deux parents, leurs regards concentriques sur un enfant unique, objet à la fois de tous les investissements, porteur d'un fardeau non réparti, et surtout ignorant de ce qu'un tissu social ancien avait pu établir. La conséquence de la politique de l'enfant unique, c'est naturellement, dès 2025, le début d'un

vieillessement de la population, inexorable quelles que soient les mesures correctives qui seront appliquées dès maintenant, mais surtout c'est la disparition d'un réseau étendu historiquement aux confins de la Chine, c'est-à-dire aussi aux confins visibles de la présence chinoise au-delà des mers : le réseau des collatéraux.

Si effectivement on a pu voir dans la politique de l'enfant unique l'intrusion du politique dans les choix de vie personnels des citoyens, intrusion somme toute comparable à celle que d'autres régimes autoritaires ou « de combat » avaient pu pratiquer à travers l'enrôlement, l'endoctrinement, l'expansion de l'espace communautaire, cette politique crée un bouleversement plus profond que tous les autres. D'abord parce qu'au pays des « cinq relations », les relations d'aîné à cadet se simplifient à l'extrême en se superposant tout simplement à la seule qui lie désormais un plus jeune à un plus âgé, celle de parentalité. La société traditionnelle chinoise, par-delà les chocs subis dans les guerres, la modernité, la confrontation avec des modèles étrangers, se caractérisait par un « *social network* » avant l'heure, la possibilité, par la multiplicité de collatéraux dans les générations contemporaines ou décalées dans le temps, d'entrer en relation, et de profiter de ces relations, avec une quantité innombrable de parents portant le même nom, ou identifiés comme des « *shushu* », des « *ayis* » (oncles et tantes), étendant quasiment à l'infini le réseau de substitution, et donc les solidarités permettant d'échapper aux rudesses des temps, des aléas matériels ou politiques. L'enfant unique crée une double subordination : instruction reçue (et il est vrai pas toujours respectée à la lettre), au-delà de l'intrusion du politique dans la vie privée, il subordonne aussi la capacité des groupes à se constituer sur une base forte (familiale) à son antidote politique. Là n'était peut-être pas l'objectif premier d'un régime préoccupé effectivement d'assurer l'autosuffisance et aussi de la difficulté de gérer une population trop nombreuse. La conséquence, qui est en train de se matérialiser sous nos yeux, est un facteur profondément transformant de la société chinoise, une société fonctionnant par « silos » parallèles et verticaux, isolats mal reliés entre eux, là où la société traditionnelle trouvait toujours une « dimension » supplémentaire, grâce aux liens entretenus et reliant à une lignée commune d'ancêtres donnant droit à partage d'une entraide aujourd'hui en voie de disparition.

Au moment même où le poids du Parti dans l'organisation sociale s'est fait plus dilué (même si le nombre de ses membres, atteignant 80 millions, n'est pas en régression), l'influence du Centre dans les vies individuelles se fait plus lourde. On a ainsi ce paradoxe d'une vie sociale de plus en plus en situation d'autonomie par rapport aux directives et à la socialisation forcée, mais en même temps un impact toujours plus lourd dans la durée sur la destinée des familles, des vies familiales et des structures de relation.

2/ L'évolution économique : un pays, plusieurs idéaux ?

Fixant en 1985 l'objectif de multiplier par quatre la richesse nationale partagée entre les citoyens dans les vingt années qui viendraient, le régime chinois a pris un tournant qui se devait se révéler décisif. Naturellement cet objectif fut atteint, comme on le sait bien en nos années qui ont vu la richesse nationale chinoise au total dépasser la japonaise. Des 250 dollars par habitant que représentait le PNB chinois en 1985, on a désormais atteint, sur la base d'une croissance vue nulle part ailleurs, plus de 4000 dollars, et dépassé les 5000 milliards pour l'ensemble de la richesse produite annuellement dans le pays. L'enchaînement cependant mérite d'être noté : une série de mesures politiques visent explicitement à l'enrichissement du pays en permettant, ce qui est nouveau, l'enrichissement personnel, au point même que le slogan « être riche est glorieux » soit galvaudé et mis en exergue de ces années de croissance démarrées par l'ère Deng Xiaoping et poursuivies bien au-delà. Derrière cet enrichissement se profile la démonstration réussie d'une politique déterminée et pragmatiste, dont les conséquences se font sentir directement dans le quotidien de la plupart des gens.

Mais c'est aussi un réel bouleversement de repères que déclenche cette politique de libéralisation, instrument pragmatique de l'émergence :

- c'est de là qu'est issue l'accélération de l'urbanisation, les villes étant dans un premier temps les véritables « pièges » à croissance ;
- conséquemment, les clivages toujours présents entre villes et campagnes, et aussi entre régions plus rurales et régions plus urbanisées ont été exacerbés. On assiste certes depuis peu d'années à un « ré-enrichissement » des populations rurales, ou en tout cas à un rattrapage de croissance.

Un pays très fortement ancré dans sa culture rurale est ainsi devenu, beaucoup plus rapidement que les pays qui avaient connu la révolution industrielle, un pays urbain. Non seulement le tissu des solidarités passées s'est déchiré, mais aussi la compétition pour l'enrichissement, devenue officielle, a considérablement tendu les rapports sociaux, transformé le rapport à l'éducation, désormais orientée de façon utilitariste vers le succès professionnel individuel, et surtout installé un objectif de réalisation matérielle individuelle, à la fois ciment d'adhésion au régime et destructeur aussi de l'unité et des solidarités profondes. Les disparités de richesse entre les provinces, entre les régions, deviennent même contre-productives en termes de formulation des politiques de développement : l'exemple des politiques de prix, soumises à la contrainte de l'unité nationale alors que l'équité voudrait que des subventions différentes s'appliquent par exemple aux prix des matières premières ou des denrées de nécessité, est l'un des plus parlants pour mettre en évidence la difficulté à conserver l'harmonie

sociale à la suite de ces choix politiques conduits par le souci d'efficacité mais porteurs d'inégalités très ravageuses.

Il est cependant un facteur de cohésion sociale : au-delà des tensions créées par l'« immigration intérieure », par les détresses individuelles des déracinements innombrables et de la précarité, la perspective toujours vivace d'un avenir meilleur, indéniablement fondée sur l'expérience et partageable par le plus grand nombre, recrée la même cohésion, la même communauté d'intérêts que « dans un ascenseur qui monte » : le nombre de passagers à bord, même s'il conduit à l'étouffement ou à la gêne, importe peu, tant que l'ascenseur monte. C'est en cas de panne que la fragilité du modèle peut se ressentir, d'où la nécessité dictée par la contrainte sociale de continuer des politiques économiques de croissance : la cause initiale devient la conséquence de sa propre conséquence, c'est-à-dire la foi en la croissance comme moteur de cohésion sociale.

Cet enrichissement comporte aussi un élément de transformation sociale très profond et qui prolonge ses ramifications très loin : c'est celui de l'adhésion massive au modèle national. Fierté retrouvée, revanche prise sur les très courtes périodes de l'histoire humaine où la Chine n'était pas au premier plan de la scène globale, l'étape nouvelle est une réconciliation de la société chinoise avec ce qu'elle peut produire de mieux, et donc un puissant ferment de cohésion. Par-delà le risque important de fracture s'est réinstallé un sentiment d'appartenance, de fierté nationale. Là où nos sociétés doutent des moyens de s'identifier et de se reconnaître entre elles, où les « communautés » prennent le pas sur les ensembles sociaux nationaux, la Chine administre une contradiction à contre-courant, très « basique », mais indéniablement durable. A relire Lu Xun et d'autres auteurs du début du XX^e siècle et de la période d'« humiliation » de la Chine, où il semblait qu'outre la honte, le sentiment d'une cohésion brisée semblait prédominer, on voit combien l'évolution de la société a profondément subi les conséquences de la réussite économique, dont l'observation est indispensable à toute réflexion sur le corps social chinois. Cette volonté de cohésion, même quand elle se relâche, peut aussi devenir un remarquable instrument de pilotage, toute crise intérieure, ou même internationale permettant de re-cimenter sur la base de cette forte adhésion nationale, sinon nationaliste, un pays toujours en risque de fragmentation : les événements liés aux Jeux Olympiques, y compris le débat sur le Tibet, le rassemblement orchestré autour de Shanghai Expo (tous événements destinés plus à un large public intérieur qu'à une audience internationale), ont pu montrer l'efficacité sociale d'une telle réussite affichée.

Egoïsme ou solidarités ? La caricature de l'égoïsme est très vite tracée, lorsqu'on observe effectivement la concentration chinoise sur des objectifs très matériels, dans les villes, dans les entreprises, dans les différents corps.

Cette caricature trouve son image la plus significative et facile dans le triomphe du transport individuel en voiture dans les villes, là où, même à vélo, existait il y a moins de vingt ans, une forme de « collectivisation » du transport, en tout cas un facteur d'intégration, là où la voiture, et les embouteillages qu'elle suscite, est certainement facteur d'une certaine désintégration, à tous points de vue. De même l'adoption d'un « *American way of life* » dans les franges les plus fortunées des populations citadines, utilisant extensivement l'espace urbain dans les déplacements domicile-travail ou même dans l'agrandissement des lieux de résidence, individuelle ou collective, est un aboutissement visible de la montée des égoïsmes dans une Chine enrichie et paradoxalement de plus en plus individualiste. Il existe pourtant, de façon mal cernée encore, un « besoin de solidarité » par-delà l'enrichissement, comme les événements du Sichuan ont pu le démontrer. Ce n'est pour l'instant qu'un exemple, assurément dramatique, où l'on a pu matériellement voir des citoyens abandonner momentanément leur travail pour s'engager dans des actions humanitaires et secourir les sinistrés du séisme. Contexte particulier de 2008, année de très forte « recollection nationale », autour des Jeux olympiques et des mouvements antichinois qu'ils avaient commencé à susciter un peu avant le tremblement de terre ou signal avancé, cette démarche solidaire avait frappé par son côté relativement spontané et assurément pas lié à des encouragements ou des mots d'ordre officiels.

3/ Internet, l'anti-fracture ?

Peut-être faut-il relier les manifestations solidaires à l'occasion du tremblement de terre du Sichuan à une autre sorte d'évolutions de la société chinoise, celles-ci venues de l'extérieur. En effet, ainsi que le rappellent des statistiques bien connues, « Internet » est devenu chinois. Le nombre d'accès, de sites proprement chinois et surtout, en l'absence quasi-totale de « presse fédérante » dans le pays (il existe effectivement des organes de presse, en particulier économique, qui prennent des positions parfois hardies sinon en rupture avec les discours officiels) rendent encore plus cruciaux les rendez-vous du cyberspace. L'espace créé et plus ou moins toléré, mais d'une certaine façon incompressible à un certain point, par l'arrivée d'Internet, a eu pour conséquence de libérer une parole peu organisée et à accélérer naturellement les « fédérations » d'idées ou d'intérêts autour de sites : c'est ainsi que se sont effectivement propagées les manifestations de solidarité autour du Sichuan, de la même façon que se développent naturellement des mouvements d'opinion, orchestrés ou pas et dénotant l'existence dans la société chinoise, en tout cas celle, nombreuse, qui se situe dans la tranche d'âge des utilisateurs fréquents, de « clusters ». Ce que démontre l'existence de « groupes Internet », c'est l'avènement de consciences citoyennes encore déconnectées entre elles, tissant un maillage

encore lâche de groupes « identitaires » d'opinion ou de consommateurs, se retrouvant à l'occasion sur des sujets précis, et pas encore élevés au statut représentatif d'ensembles reliés entre eux, constamment expressifs. On n'a pas encore un « parti de l'Internet » qui, en décalage ou pas par rapport à la réalité et à l'actualité politique ou sociale du pays, devrait être écouté. Mais on a assisté sans aucun doute à un « rodage » de l'expression civique, qui est très observé par les pouvoirs, parfois aussi instrumentalisé, mais qui montre clairement la voie de ce que pourrait être la construction d'une conscience citoyenne en voie d'unification, faite naturellement d'opinions diverses mais qui a vocation à être entendue. A travers les « clusters » identitaires, c'est-à-dire des groupes encore éparés où s'échangent des idées, des formulations de style de vie, sur Internet ou dans les conversations informelles qui découlent de la formation de tels groupes d'intérêt, apparaît l'image d'un corps social en formation. « Par le bas » et non plus du fait d'une injonction suprême se dessine une « Chine future », difficile à appréhender par des modèles et des systèmes occidentaux, parce que bien souvent les références ne nous sont pas communes, mais qui a cependant vocation à s'intégrer au village global. Si la très haute « conscience d'être chinois » se développe aussi à travers ces manifestations d'identité, l'ouverture au monde est aussi la marque de la « nouvelle société » chinoise, celle des consommateurs, et en particulier des consommateurs de voyages à l'étranger. Souvent facteur de réconfort sur le statut grandissant de la Chine dans le monde, par comparaison avec les observations culturelles ou sociales (souvent limitées) rapportées par ces voyageurs de plus en plus nombreux, la multiplication de séjours à l'étranger, la familiarisation plus grande avec un monde qui était encore grandement ignoré ou qui ne suscitait pas de curiosité, est aussi un puissant ferment de changement social. Bien que très fortement marquée d'attachement à la culture d'origine et peu encline à se laisser séduire facilement par les attraits exotiques, la frange « voyageuse » de la population (surtout urbaine) en Chine est un facteur non négligeable d'intégration au monde et de transformation de la société par l'importation directe de représentations, d'objets de consommation ou de souvenirs empruntés à l'étranger. Dans un pays comme le Japon, qui a connu dans les années 1970 et 1980 une semblable envolée des voyages à l'étranger, on voit bien que cet élément de train de vie n'est pas complètement transformant, mais il aide assurément à un rapprochement des points de vue et à un début de « fusion ».

4/ Le rapport à l'étranger

A travers ces éléments de changement, c'est un nouveau rapport au monde qui s'élabore. Sans renier l'attachement profond à la culture chinoise, la sensibilité à la qualité de vie trouvée à l'étranger, le désir d'évasion marqué par les voyages et les représentations fantasmatiques

(avec un nombre non négligeable de passages à l'acte, sous la forme soit d'acquisitions de résidences à l'étranger, soit d'émigration pure et simple) d'une autre vie, sont probablement le facteur le plus paradoxal des évolutions récentes d'une frange favorisée de la population chinoise. Si la confrontation avec des modèles, politiques ou sociaux, étrangers ne suscite pas nécessairement une adhésion immédiate et ne compromet pas l'attachement aux avancées extraordinaires de la Chine de la fin du vingtième siècle et du début de celui-ci, l'idée qu'une autre vie est possible ailleurs, et que d'ailleurs des éléments de cette autre vie (éléments de confort, de goût, de comportements) peuvent être importés ou en tout cas adaptés fait du chemin.

La conscience de la nouvelle place de la Chine dans le monde fait assurément partie des éléments structurants de la nouvelle société chinoise, mais le fait que des comparaisons sont possibles, le fait qu'un désir d'ailleurs ou d'autre chose soit désormais possible fait partie des évolutions significatives.

5/ Par-delà les contraintes, l'adaptabilité

Les évolutions très rapidement passées en revue dans les coups de projecteur qui précèdent ont été souvent des évolutions découlant presque mécaniquement d'un « tremblement de terre » sous-jacent, dont la migration vers les villes et la généralisation de l'enfant unique sont les manifestations les plus vivaces : un observateur chinois faisait la remarque, en identifiant une famille vivant sous le même toit, quatre générations rassemblées comme le veut l'idéal ancestral chinois, que les représentants de chacune des générations avaient certainement des visions de leur pays, et de la société dans laquelle ils évoluaient, complètement différentes : de l'enfant de quatre ans entouré d'affection au grand-père encore marqué par les chocs du XX^e siècle, des mutations profondes ont façonné l'homme chinois. Ceci n'est sans doute pas très différent de ce que l'on pourrait observer dans beaucoup de pays émergents, et parfois même de pays occidentaux. Mais la vitesse de changement, qui souvent se mesure en générations ailleurs, est inhabituelle ici. Le simple facteur d'élévation rapide du niveau de vie d'au moins la moitié de la population, fait que c'est non pas de trente en trente ans que les changements, les sauts sont perceptibles, mais souvent de cinq en cinq ans. La marque donc de cette société chinoise, confrontée aussi à des contraintes colossales, c'est aussi la démonstration aveuglante d'une adaptabilité inégalée. La capacité de recréer en permanence une forme d'harmonie, plus ou moins satisfaisante sur un substrat architectural, environnemental en mutation rapide et contrainte, ceci dans un contexte de changement d'habitudes d'alimentation, de rythmes de vie, de déplacement, n'est pas la moindre

réussite du corps social chinois, malgré ses grands déchirements, abondamment décrits dans toute une littérature contemporaine, y compris occidentale ; à ce sujet, le roman de Stéphane Fièvre, *La Promesse de Shanghai* est une illustration particulièrement réussie.

6/ La contrainte environnementale

C'est certainement le plus grand défi posé à cette société chinoise en mutation. C'est naturellement un défi d'abord politique, qui ne dépend pas seulement des évolutions sociales, mais il se retrouve aussi à tous les niveaux du corps civil. La collision entre la capacité à consommer et l'augmentation rapide de l'urbanisation, d'une certaine façon la perte de repères traditionnels, dans un pays où en particulier la pénurie chronique d'eau est devenue une donnée fondamentale du quotidien dans le nord du pays, fait de la résolution des contraintes environnementales, et donc de l'éducation à une appropriation du développement durable, un des enjeux majeurs de l'évolution de la Chine.

Là où toutes les évolutions pointent vers un « rattrapage », rattrapage du temps, rattrapage des pays concurrents ou partenaire, rattrapage de l'environnement économique mondial, ce qui devrait être intégré par la société chinoise, c'est l'intériorisation de la contrainte écologique. Sans doute, après les mutations violentes dans le corps social, cette forme de révolution des mentalités est-elle extrêmement difficile à réaliser, d'autant plus qu'émerge cette société fragmentée décrite plus haut. La contrainte environnementale joue à l'envers de la promesse d'accession au rang de nation développée. Elle a été vécue à Copenhague en particulier comme une externalité très forte et a suscité un raidissement plus apparent que profond. Historiquement, la Chine a toujours su concilier le respect des cycles de la nature avec une forme de vision prométhéenne des constructions humaines, l'Empereur étant dans la tradition le grand organisateur de l'irrigation, et donc du progrès économique fondé sur l'instrumentalisation de la nature. Ce trait de gouvernance a pu être identifié aussi récemment que dans le projet et la réalisation des barrages monumentaux dans les « Trois gorges ». Mais si « l'Empereur est en haut », les populations rurales, dépositaires d'une vision traditionnelle des cycles saisonniers et de l'observation de la nature, avaient toujours préservé la mentalité de pénurie et d'économie. Ce que laisse poindre la « Chine riche », c'est aussi une perte de la conscience de la rareté des ressources. L'enrichissement devient contrainte, les changements rapides d'habitude de consommation et d'alimentation deviennent aliénation dangereuse pour la durabilité du modèle nouvellement acquis. On pourrait naturellement opposer à cette observation qu'elle n'est en rien propre au terrain chinois. Mais l'échelle concernée, le retournement des mentalités, les limites

naturelles au développement d'une nouvelle société moderne font de cette contrainte un enjeu majeur pour l'avenir d'une société chinoise vouée soit à intégrer par elle-même les nécessités environnementales (y compris à travers les premiers mouvements citoyens défendant les victimes de dégradation de l'environnement ou d'empoisonnement alimentaire), soit à se voir imposer des limites exogènes, compromettant très exactement la « modernisation » entamée depuis bientôt cinquante ans.

7/ Le temps qui reste

C'est en fait toute la question du « temps long » qui se pose ainsi à l'évolution future de la Chine. La contrainte principale à gérer, pour la société chinoise, pour les gouvernements locaux et central, c'est la « convergence des temps » : si les objectifs d'harmonisation de la société par le haut convergent effectivement avec le désir de plus en plus grand d'autonomie, matérialisé par exemple par le relâchement probable des règles qui encadrent les différents moments de la vie à travers le « certificat de résidence », le *hukou*, le temps d'accomplissement de ces objectifs n'est pas forcément celui qui est souhaité par le corps social. D'où les tensions. Les événements globaux finissent par arriver en Chine, malgré qu'en ait le pouvoir central. L'agenda, rythmé historiquement par les plans, par l'inscription dans un calendrier de temps long concernant toutes les étapes de modernisation future (autrefois ce fut l'entrée dans l'OMC, aujourd'hui, c'est l'internationalisation de la devise chinoise et éventuellement sa convertibilité), ne peut plus entièrement être maîtrisé « par le haut », même si « l'Empereur » souhaite toujours, comme aux temps où ses prédécesseurs allaient au *Temple du Ciel* rythmer les saisons de façon cérémoniale, garder la main sur le calendrier, y compris au XXI^e siècle. Les réactions aux mouvements sociaux et politiques du monde arabe ont été observées en Chine avec une méfiance et une réserve qui dissimulaient mal la crainte de contagion. Néanmoins, l'impact de ces événements, aussi éloignés qu'ils soient des préoccupations réelles de la population chinoise et aussi distantes que soient les sociétés moyen-orientales de la société chinoise, peut être une tendance à l'accélération des revendications et des changements. La principale contrainte sociale chinoise de l'avenir, c'est l'harmonisation entre la planification des évolutions et un temps qui s'accélère, et qui, d'une certaine façon, est « limité ». Nul doute que la prise en compte des changements nécessaires est effectuée. Nul doute aussi qu'elle donne lieu à de vastes débats internes, au plus haut niveau de l'Etat. Mais les réponses officielles, si elles sont toujours positives, sont encore aujourd'hui toujours de l'ordre du « nous prenons en compte les nécessités d'adaptation à la nouvelle société, mais la Chine est encore sur le chemin de son développement, et pour accéder aux requêtes des groupes d'influence, pour « démocratiser » le régime et prendre en compte les aspirations du corps

social, ce sont plusieurs dizaines d'années qui seront nécessaires pour réussir sans compromettre les équilibres ». A cette réponse assurément conforme à la situation complexe d'un pays comme la Chine, il est à craindre que la patience des populations ne soit pas à la hauteur des contraintes imposées.

Le temps presse. La libéralisation de la circulation, les débats d'idées, l'intrusion de nouveaux liens sociaux, sont d'une certaine façon une compensation nécessaire à l'implosion de la vieille société, maintenue malgré tout en l'état durant la première phase de développement de la République populaire. Les conséquences des ruptures opérées depuis 1949 ne sont pleinement sensibles que dans les générations qui arrivent : lien perdu bien souvent avec l'Histoire, lien perdu avec le tissu familial, avec aussi l'écrit dont la maîtrise se perd marginalement au pays où pourtant il a été longtemps le fondement essentiel de la cohésion nationale, toutes ces pertes de lien commencent à appeler de nouvelles formes d'aspirations, de demandes sociales que ne peuvent plus combler les échéances comme les JO, Shanghai Expo ou d'autres événements organisés « par le haut ».

8/ Le mystère de « la Chine qui vient »

De toutes ces contraintes, c'est celle de la reconstruction de l'idéal commun qui reste la plus difficile à satisfaire et en même temps la plus urgente. Construite comme toutes les grandes civilisations depuis ses débuts, la Chine a entretenu des mythes successifs. Ces constructions superposées ne se sont pas toutes exclues. Mais le cycle risque aujourd'hui de toucher à sa fin, ou tout au moins de nécessiter d'être repensé : le « droit au bonheur », constitutif de l'établissement de l'Amérique, vient d'être timidement pris en compte dans le discours officiel. Il est pourtant une revendication clairement exposée dans le quotidien d'une société dont les membres ont l'impression d'avoir par eux-mêmes surmonté les difficultés successives des temps passés. Reconnue d'en haut, cette aspiration ne trouve que des représentations diffuses aujourd'hui. La question religieuse a longtemps été éludée, celle de la participation aux décisions locales commence à être envisagée, celle de « l'habeas corpus », c'est-à-dire non pas forcément des droits de l'homme mais de la reconnaissance de libertés fondamentales est connue mais sa résolution prévue presse certainement de plus en plus. On peut bien comprendre les risques que pourraient représenter, dans le contexte encore tendu de la croissance chinoise, des décisions trop hâtives de donner la parole à un « au-delà du politique », à une reconnaissance du pluralisme, des décisions destinées à donner plus de place au débat public ou même à la spiritualité. Mais c'est bien cette montée des attentes qui est la contrainte la plus forte dans la société chinoise.

*

La question des valeurs était « admirablement » (en tout cas très simplement) réglée par l'ère communiste. L'élan s'est épuisé. Le système et l'échelle des valeurs, dès que l'on ne parle plus de valeurs mesurables comme l'importance de la réussite scolaire (l'un des socles unificateurs dont nous pourrions nous inspirer chez nous) ou de l'enrichissement matériel (qui ne repose pas toujours sur des fondements indiscutables) est à reconstruire. Beaucoup d'idées circulent, des initiatives nombreuses, incluant en particulier le renouveau confucianiste, cohérent avec les efforts d'harmonisation officielle de la société, sont prises.

Gérée de façon aussi subtile, attentive et efficace que les différentes menaces qui ont systématiquement été éludées depuis des années par le régime en place, cette contrainte peut réellement donner lieu à l'émergence d'une société sans peur, affirmée et potentiellement influente dans le monde de demain, y compris dans les modes d'organisation qu'elle peut proposer : nous devons le souhaiter. Pouvons-nous y contribuer ? La Chine moderne, qui a « réussi », peut inspirer des modèles qui, de nouveau, en Occident, se cherchent, sur des questions de valeur du travail, de destinée des civilisations et de dialogue interculturel. Clairement, les intentions, en Chine, sont présentes, au niveau du pouvoir, pour faciliter les transitions. Mais que des crispations surviennent, que la seule façon de recréer le lien social soit perçue comme l'exaltation de la place de la Chine dans le monde ou le renfermement sur soi et des valeurs propres qui sont en réalité à recréer, alors les contraintes triompheraient des évolutions positives qui ont conduit avec succès les trente années de changement en Chine qui en ont fait la deuxième puissance mondiale, fondée sur un modèle sociétal encore en devenir.